

Décision individuelle portant refus

N°DI-2022 - 080

Pétitionnaire : Madame RICHIERO Emilie – Locabatsud

Nature de la demande : Exercice de l'activité commerciale de location de navires à moteur par un nouvel opérateur avec des nouveaux navires

Localisation : cœur marin du Parc national des Calanques

Le directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.331-4-1 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 13 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la délibération du conseil d'administration n° CA 2019-12.17 du 6 décembre 2019 établissant un régime d'autorisation relatif aux activités commerciales ayant pour objet la location de navires à moteur dans le périmètre du cœur marin du Parc national et fixant les modalités de délivrance par le directeur de l'établissement public ;

Vu la demande formulée par courriel le 1^{er} février 2022 par madame Emilie RICHIERO, représentant la société Locabatsud pour exercer l'activité commerciale de location de navires à moteur en cœur marin du Parc national des Calanques avec deux navires « Nono one » immatriculé MAF 98495 et « Pitchounette » immatriculé MAF 24695 ;

Vu la décision portant désignation et précisant les modalités de travail de la commission d'experts du 11 décembre 2019 ;

Vu l'avis défavorable de la commission d'experts dématérialisée saisie du 29 mars au 7 avril 2022 ;

Considérant que la présente demande vise l'exercice de l'activité commerciale de location de navires à moteur en cœur marin du Parc national des Calanques avec trois nouveaux navires dénommés « Lamado » immatriculé TLB 97991, « Lislà » immatriculé TLF 42739 et « Usudu » immatriculé TLD 22594 ;

Considérant que la société Locabatsud va commencer son activité commerciale de location sur le secteur du Parc national des Calanques en 2022 ;

Considérant que les navires sont de Brunswick marine in emea de type quicksilver activ 675 open ;

Considérant que les navires seront équipés d'une motorisation thermique de 110,4 kw et d'une motorisation électrique de 1 kw ;

Considérant qu'ils seront équipés d'une batterie de 1276 Wh ;

Considérant que ces 2 navires sont des nouveaux navires et ne remplissent pas le critère des 25 % minimum de l'énergie totale engagée au cours du trajet d'origine renouvelable ;

Considérant que les conditions obligatoires pour la délivrance d'une autorisation d'exercice de l'activité commerciale de location de navires à moteur en cœur de Parc national par de nouveaux navires, telles que prévues à l'article 11 de la délibération n° CA 2019-12.17 du 6 décembre 2019 susvisée, ne sont pas remplies ;

DECIDE

Article 1 :

La demande d'autorisation d'exercice en cœur marin du Parc national des Calanques de l'activité commerciale de location de navires à moteur présentée par la société « Locabatsud » est rejetée.

Cet opérateur n'est pas autorisé à exercer l'activité commerciale susmentionnée en cœur marin du Parc national des Calanques.

Article 2 :

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 8 avril 2022,

Le directeur,

Pour le Directeur,

Nicolas CHARDIN
Directeur Adjoint

François BLAND

Copie :

- Préfecture maritime de la Méditerranée
- Direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône
- Direction interrégionale de la mer
- Membres de la commission d'experts « location de navire à moteur » du Parc national des Calanques

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille, territorialement compétent.